



parti chrétien-démocrate

La Présidente

Monsieur Bernard Boucault

Préfet de Police
Préfecture de police
12, quai de Gesvres
75004 Paris

Paris, le 25 mars 2013

Objet : Demande de démission

Monsieur le Préfet,

C'est avec solennité que je demande votre démission. En minimisant l'ampleur de la manifestation du 24 mars 2013, vous avez délibérément mis en danger la sécurité de centaines de familles, enfants, personnes âgées et même handicapées.

Un tel comportement, Monsieur, est indigne d'un représentant de l'Etat. Là où un devoir sans faille est requis, vous avez troqué le pragmatisme que requiert votre charge contre la soumission à une idéologie. C'est sans conteste une grande faute, et une faute qui mérite votre démission sans sommation.

Tout d'abord, vous osez dire que vous êtes intervenu contre des personnes extrémistes et violentes : j'ai moi-même été gazée, et je ne suis ni violente, ni extrémiste. De même, les enfants, personnes âgées et même handicapées qui ont été gazés ne représentaient pas des dangers pour l'ordre public ! Tenir de tels propos relève du mensonge et de l'hypocrisie.

De plus, en avançant des chiffres erronés, vous avez vous-même contribué, en premier lieu, à ces débordements que vous condamnez. En déployant des forces de l'ordre en capacité de n'encadrer que 100 000 personnes quand les chiffres annoncés allaient de 3 à 14 fois plus de personnes, vous avez permis et autorisé ces heurts. De plus, de nombreux témoignages confirment que les policiers ont reçu ordres et contrordres et ont été abandonnés dans le cadre de leurs fonctions. Cela relève de votre responsabilité.

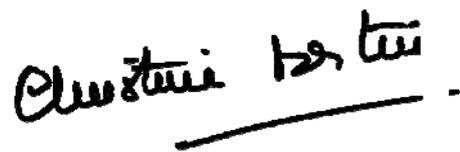
Vous saviez, Monsieur le Préfet, que la manifestation serait importante. Votre mépris et votre indifférence vous aveuglant, vous avez dédaigné les organisateurs de la Manif Pour Tous en leur proposant des alternatives aussi grotesques que celle d'un parcours allant du Faubourg Saint Denis au Faubourg Saint Martin. En délivrant l'interdiction de manifester sur les Champs-Élysées aussi

tardivement, vous avez de nouveau encouragé ces agissements en vous mettant dans l'incapacité d'organiser un service de sécurité compétent et formé pour un nouveau parcours.

Personnellement responsable de ce que vous qualifiez comme des débordements, Monsieur le Préfet, vous avez le devoir de démissionner. Vous préserverez ainsi la dignité de votre fonction et vous en sortirez grandi.

Un courrier en ce sens sera également adressé au Ministre de l'Intérieur, qui a lui aussi failli à ses fonctions.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

A handwritten signature in black ink that reads "Christine Boutin". The signature is written in a cursive style and is underlined with a single horizontal line.

Christine BOUTIN
Ancien Ministre